



Quinzième Journée de l'avocat en danger : 24 janvier 2025

La situation des avocats au Bélarus

Appel à manifester

L'Association des avocats européens démocrates (AED, dont est membre le Syndicat des avocats pour la démocratie), Avocats.be, Avocats sans frontières, l'ASM, l'Institut des droits de l'homme du barreau de Bruxelles, le CCBE et la FIDH **lancent un appel à manifester ce 24 janvier 2025 à 13 heures devant l'ambassade du Bélarus, avenue Molière, 192 à 1050 Bruxelles (Ixelles)**, dans le cadre de la Journée de l'avocat en danger. Le port de la toge est conseillé.

Il s'agit de la 15^e édition de la Journée de l'avocat en danger, lors de laquelle des avocats et avocates se mobilisent, dans de nombreuses villes, afin d'apporter leur soutien aux confrères et consœurs qui subissent des agressions, persécutions et menaces en raison de l'exercice de leur profession.

Cette année, la Journée de l'avocat en danger est dédiée au Bélarus, où la situation de nos confrères et consœurs est particulièrement inquiétante.

À la suite de l'élection présidentielle et des manifestations de masse de 2020, le gouvernement a mené une répression visant des avocats, des journalistes, des défenseurs des droits humains et des dissidents. De plus en plus d'avocats font l'objet de sanctions pénales ou sont détenus arbitrairement. En outre, il existe une ingérence systémique de l'État dans l'exercice de la profession.

La procédure de retrait de l'autorisation d'exercer d'un avocat manque singulièrement de transparence et d'impartialité. La nature arbitraire de cette procédure porte atteinte à l'indépendance de la profession d'avocat et favorise un environnement dans lequel les avocats travaillent sous la menace constante de perdre leur statut professionnel.

Nous ne pouvons rester insensibles face aux innombrables attaques contre nos consœurs et confrères, qui constituent autant d'atteintes portées à l'état de droit et au principe d'accès à la justice pour tous.

Ce 24 janvier, nous vous attendons donc nombreux devant l'ambassade du Bélarus afin de soutenir nos consœurs et confrères biélorusses et de dénoncer les atteintes au libre exercice de la profession.